

# PLAN DE RÉPONSE HUMANITAIRE

Janvier à décembre 2019

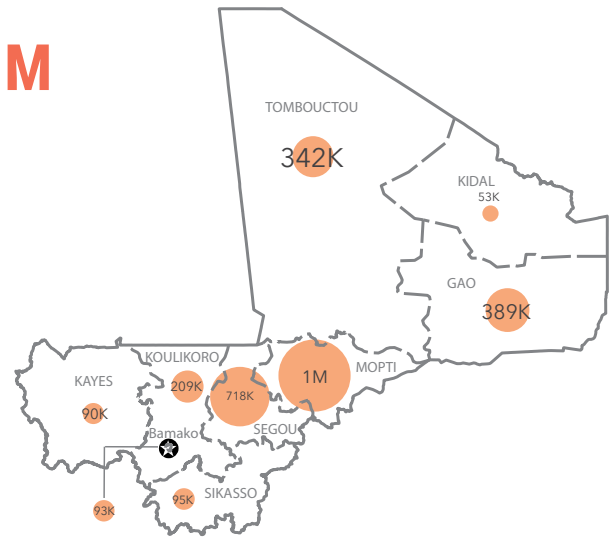
VERSION RÉVISÉE - JUILLET 2019



Crédit : Save the Children/Abdourahmane Coulibaly

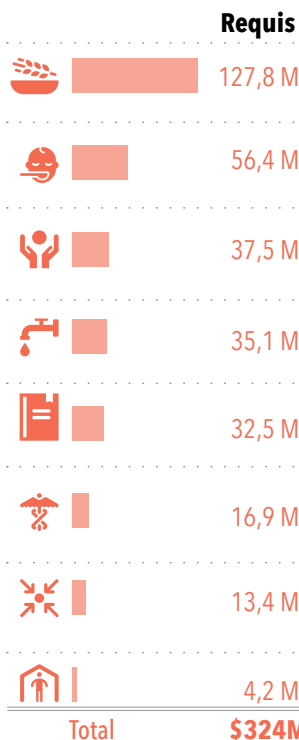
## PERSONNES CIBLÉES\*

3M



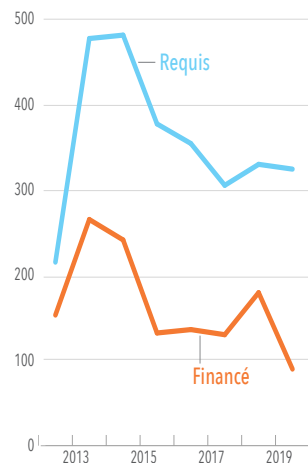
\* Le total est la somme des plus grandes cibles par cercles. Il représente le chiffre du cluster ayant le plus grand effectif de personnes ciblées.

## FONDS REQUIS (US\$)\*



\*voir page 2 pour plus de détails

## ÉVOLUTION DU FINANCEMENT



## NOMBRE DE PARTENAIRES

112

## POPULATION TOTALE

19,4M

## PERSONNES AFFECTÉES

8,7M

## PERSONNES DANS LE BESOIN

3,9M

## FONDS REQUIS (US\$)

324M

## OBJECTIF STRATÉGIQUE 1



Sauver et préserver la vie, la dignité et assurer un accès minimum aux services de base (santé/nutrition, EHA, éducation) des populations en situation de vulnérabilité aiguë à travers une assistance d'urgence intégrée, et en coordination avec les acteurs de développement.

## OBJECTIF STRATÉGIQUE 2



Anticiper et répondre aux chocs récurrents en renforçant la résilience communautaire afin de réduire la vulnérabilité des populations affectées.

## OBJECTIF STRATÉGIQUE 3



Assurer une réponse humanitaire de protection des personnes affectées par les troubles et tensions internes, le conflit et à risque de violations des droits de l'homme, du droit des déplacés et du Droit International Humanitaire (DIH), la redevabilité envers les populations et l'accès humanitaire.

# PLAN DE REPONSE HUMANITAIRE DU MALI 2019

La situation humanitaire au Mali continue de se dégrader en raison de la présence persistante des groupes armés et des conflits initialement liés à la gestion des ressources naturelles mais qui ont revêtu un caractère de plus en plus (inter) communautaires. Ainsi, la situation humanitaire s'est aggravée à cause de la criminalité croissante, de la présence d'engins explosifs improvisés (EEI), de la prolifération des armes légères et de petits calibres et de la présence des groupes armés qui font preuve d'une extrême violence, enlèvent les personnes et les biens, et perpétuent des attaques notamment dans le nord et le centre (Mopti et Ségou) du pays.

Ceci a pour conséquence directe une augmentation rapide des mouvements de population (au mois de juin 2019, 147 861 personnes déplacées internes (PDI) avaient été enregistrées, comparé à 62 627 à la même période l'an passé). De plus, l'accès aux bénéficiaires ayant besoin de protection et d'assistance reste possible mais devient de plus en plus limité dans les zones isolées. Ceci s'ajoute aux problèmes structurels liés à la sécurité alimentaire et nutritionnelle ainsi qu'au manque d'accès de la population aux services sociaux de base.

Avec l'extension des conflits multiformes au centre du pays, ce sont environ 8,7 millions de personnes, soit plus de 45% de la population du pays, qui vivent à présent dans les régions affectées par la crise (Mopti, Tombouctou, Taoudénit, Gao, Ménaka, Kidal et Ségou). Pour 2019, l'ensemble des interventions du Plan de Réponse Humanitaire révisé vont nécessiter la mobilisation de 324 millions de dollars afin de répondre aux besoins de 3 millions de personnes ciblées. Le financement requis par secteur est réparti comme suit : Sécurité alimentaire (39%), Nutrition (17%), Protection (12%), EHA (11%), Education (10%), Urgences sanitaires (5%), Coordination et services communs (4%) et Abris/BNA (1%). Sur les 3 millions de personnes ciblées, 52% sont des femmes/filles, 67% sont des enfants et 3% sont des personnes âgées de 60 ans et plus.

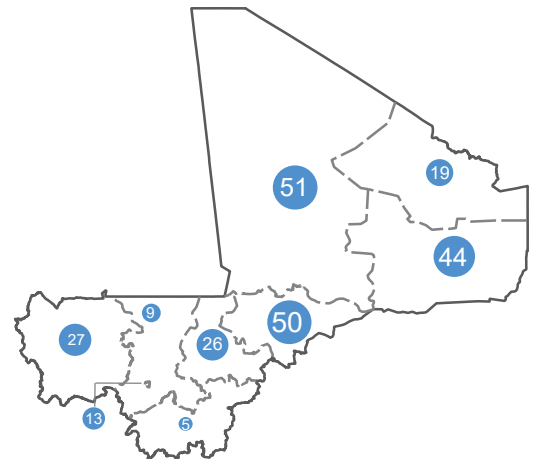
**Objectif stratégique 1 :** Sauver et préserver la vie, la dignité et assurer un accès minimum aux services de base (santé/nutrition, EHA, éducation) des populations en situation de vulnérabilité aiguë à travers une assistance d'urgence intégrée, et en coordination avec les acteurs de développement.

**Objectif stratégique 2 :** Anticiper et répondre aux chocs récurrents en renforçant la résilience communautaire afin de réduire la vulnérabilité des populations affectées.

**Objectif stratégique 3 :** Assurer une réponse humanitaire de protection des personnes affectées par les troubles et tensions internes, le conflit et à risque de violations des droits de l'homme, du droit des déplacés et du Droit International Humanitaire (DIH), la redevabilité envers les populations et l'accès humanitaire.

## PRÉSENCE OPÉRATIONNELLE : NOMBRE DE PARTENAIRES

112\*



\* Un même partenaire peut être opérationnel dans plusieurs régions. Le total n'est donc pas la somme des partenaires par régions. Il représente le nombre de partenaires opérationnelles par région.

## BESOINS, CIBLES ET BUDGETS

CLUSTERS	TOTAL			PAR STATUT			PAR SEXE & AGE			FINANCEMENT	
	Personnes dans le besoin	Personnes ciblées	% ciblées vs besoin	PDI (Personnes Déplacées Internes)	Personnes rapatriées et retournées	Autres	% Femme	%Enfant   Adulte   Personnes âgées	Requis(m\$)	Reçus vs Gap * (m\$)	
Abris et BNA <sup>1</sup>	388K	117K	30%	21K	23K	73K	50%	56   41   3%	4,2	0	
Coordination	-	-	-	-	-	-	-	-	13,4	3,7	
EHA <sup>2</sup>	1,3M	1,0M	77%	42K	36K	960K	50%	56   41   3%	35,1	2,4	
Education	451K	357K	79%	24K	53K	280K	51%	99   01   0%	32,5	1,7	
Nutrition	899K	893K	99%	25K	26K	842K	58%	87   14%	56,4	11,9	
Protection	835K	550K	66%	90K	140K	321K	52%	55   41   4%	37,5	3,4	
Santé	2,4M	2,2M	92%	95K	71K	2M	51%	75   22   3%	16,9	0,5	
Sécurité alimentaire	2,8M	1,3M	46%	148K	80K	1M	50%	56   41   3%	127,8	33,5	
<b>Total</b>	<b>3,9M<sup>4</sup></b>	<b>3M<sup>4</sup></b>	<b>77%</b>				<b>52%</b>	<b>67   30   3%</b>	<b>324M</b>	<b>92,6M</b>	
									Non spécifié	35,8	

1- Biens non alimentaires 2- Eau Hygiène et Assainissement 3- Enfants (< 18 ans) | Adultes (18 - 59 ans) | Personnes âgées(> 59 ans) 4- Somme des plus grand nombre par cercle.

5- Sources FTS: au 31 juillet 2019

# ABRIS ET BIENS NON ALIMENTAIRES



La persistance de l'insécurité et la recrudescence des conflits intercommunautaires constituent les causes profondes des déplacements massifs et ont durement affaibli les moyens de subsistance des familles les plus vulnérables. Le nombre de personnes en besoin d'abris a évolué de 351 000 à 529 875 au cours du deuxième trimestre 2019. Selon le rapport de la Commission Mouvements de Population (CMP) de juin, le Mali compte 147 861 PDI, 73 989 rapatriés et 552 511 retournés. Ainsi, le nombre des personnes vulnérables dans le besoin a augmenté de façon exponentielle. Selon la plateforme du mécanisme RRM, les gaps de personnes non assistées en abris s'élèvent à 100 401. Ce chiffre pourrait augmenter avec l'actuelle saison d'hivernage (inondations) pour atteindre environ 110 000 personnes (incluant les plus vulnérables notamment les femmes, les enfants et les personnes vivant avec un handicap). Les contraintes liées au sous-financement du Cluster dans le cadre du HRP 2019, ont contribué à la croissance du niveau de vulnérabilité des personnes en situation de handicap et des familles d'accueil.

Selon le rapport d'évaluation rapide et conjointe inter-agence, trois ménages de personnes déplacées internes sur quatre n'ont pas d'abris. Ces ménages vivent dans des conditions de vie précaires. En moyenne, entre 15 et 20 personnes vivent chez les familles hôtes ou dans des sites inappropriés. Cette situation pousse les familles vulnérables vivant dans des habitats loués d'échanger parfois leurs biens en vivres pour leur besoin

de logement ou pour supporter les coûts d'habitation dans le contexte urbain. Cette situation impacte négativement la situation alimentaire et nutritionnelle chez les familles vulnérables composées essentiellement d'enfants.

Les personnes ayant besoin d'aide humanitaire impliquent également les personnes affectées par les inondations et les plus vulnérables, notamment les familles hôtes, les femmes et les enfants.

Les activités prévues par le Cluster ciblent 110 000 personnes parmi lesquelles 52% de femmes, 57% de garçons et filles de moins de 18 ans et 4% de personnes âgées de plus de 59 ans.

L'objectif principal consiste à apporter une protection et d'atteindre les indicateurs de protection liés au genre, à l'âge, au handicap et d'assurer la transversalité de la protection par le renforcement de la redevabilité envers les personnes affectées. Le projet doit couvrir au moins 15 000 ménages de 90 000 personnes parmi lesquelles se trouvent les PDI, les rapatriés, les retournés et les familles d'accueil repartis principalement dans les zones du centre et du nord du Mali.

L'assistance portera sur l'approvisionnement d'abris nomades, de kits/BNA de dignité, de réhabilitation de maisons, de construction, de transfert monétaire pour renforcer la résilience et le relèvement rapide.

## PERSONNES DANS LE BESOIN



388k

## PERSONNES CIBLÉES



117k

## FONDS REQUIS (US\$)



4,2M

## # DE PARTENAIRES



14

### OBJECTIF 1

Fournir une analyse de qualité sur les risques et les besoins des populations affectées en abris et BNA et les mettre à la disposition de la coordination humanitaire et de développement.

EN LIEN AVEC OS1

### OBJECTIF 2

Apporter une réponse adaptée en abris et BNA aux populations retournées pour favoriser leur retour durable.

EN LIEN AVEC OS2

### OBJECTIF 3

Apporter une réponse adaptée en abris et BNA aux populations retournées pour favoriser leur retour durable.

EN LIEN AVEC OS3

## CONTACT

Zakaria Bichara HAGGAR

Coordonnateur

zakariab@unhcr.org





# EAU, HYGIÈNE ET ASSAINISSEMENT (EHA)



La situation du Mali a été marquée par une dégradation de la situation humanitaire au centre du pays suite à une recrudescence des conflits intercommunautaires et par l'accroissement des attaques violentes affectant les civils.

À la suite de ces violences variées, une forte augmentation du nombre de personnes déplacées internes (PDI) a été enregistrée et en particulier dans les régions de Mopti et de Ségou. Sur les 147 861 individus enregistrés par le Minsitère de la Solidarité et de la Lutte contre la Pauvreté (MSLP) en fin juin 2019; 50 643 déplacés sont dans la région de Mopti et 21 589 dans celle de Ségou 28 271 à Tombouctou, 26 660 à Gao, 12 249 à Ménaka, 2 598 à Sikasso, 2 031 à Koulikoro ; 1 819 à Bamako, 1 050 à Kayes et 890 à Kidal.

Ces déplacements ont engendré de fortes pressions sur les infrastructures EHA déjà insuffisantes dans le nord et le centre du pays où moins d'une personne sur deux avait accès à l'eau potable dans les régions de Gao (44% d'accès) et Kidal (38% d'accès), et des taux inférieurs à la moyenne nationale en milieu rural (68%) pour ce qui concerne les autres régions affectées du nord et centre (Tombouctou, Taoudéni, Ménaka, Mopti et Ségou).

Cependant, le ciblage initial du cluster EHA prend en charge cette dégradation actuelle car 485 570 personnes dans le besoin (déplacés et communautés hôtes) avaient été ciblées dans la région de Mopti et 74 972 personnes pour celle de Ségou.

Le cluster EHA a estimé à 1,26 million de personnes (307 358 hommes, 308 714 femmes et 641 219 enfants) comme

étant dans le besoin humanitaire en 2019, particulièrement les hommes et les femmes âgés, les personnes handicapées, et les enfants, souvent exposés à des risques de maladies voire d'épidémies d'origine hydrique avec le recours des déplacés et communautés hôtes à des sources d'eau alternatives non protégées. En termes de réponses, la cible visée par le cluster est d'un million de personnes et un budget révisé de 35,1 millions de dollars financé seulement à hauteur de 14 % (6,9% selon FTS au mois de juillet 2019 et en tenant compte des autres financements bilatéraux).

Par ailleurs, le cluster EHA a procédé à une revue de la répartition géographique des cibles dans la région de Ségou où seul le cercle de Niono avait été ciblé alors que quatre des sept cercles de la région sont actuellement concernés par les déplacements internes de population. La cible globale au niveau de la région sera maintenue et répartie sur les 4 cercles affectés. Le cluster procèdera également à un ajustement de certains indicateurs spécifiques (Kits WASH d'urgence, WASH in Nut, Assainissement d'urgence) suite à certaines erreurs constatées et ceci afin d'assurer une cohérence avec les fiches de projets déjà approuvées dans OPS. Un nouveau projet WASH-Nutrition a été rajouté dans la région de Mopti en vue de mieux prendre en compte la dégradation de la situation nutritionnelle au niveau de cette région. Ce projet s'intègre dans la cible globale au niveau de cette région.

04

## PERSONNES DANS LE BESOIN



1,3M

### OBJECTIF 1

Apporter une assistance EHA d'urgence aux populations vulnérables de façon coordonnée et intégrée et adaptée à leur vulnérabilité.

EN LIEN AVEC OS1

## PERSONNES CIBLÉES



1M

### OBJECTIF 2

Améliorer l'accès des populations aux infrastructures et services EHA de façon durable dans les zones vulnérables.

EN LIEN AVEC OS2

## FONDS REQUIS (US\$)



35,1M

### OBJECTIF 3

Renforcer les capacités de réponse aux chocs des acteurs locaux et leur gestion pérenne des services et infrastructures EHA.

EN LIEN AVEC OS2

## # DE PARTENAIRES



44

### OBJECTIF 4

Assurer la prise en compte des risques des protection et l'implication des bénéficiaires ainsi que leur satisfaction dans la réalisation des activités EHA.

EN LIEN AVEC OS3

## CONTACT

Dodo Natatou SANOUSSI  
Coordonnateur  
washclustermali@gmail.com



Crédit: OCHA/Katy

## ÉDUCATION

Pour l'année 2019, le cluster poursuivra la fourniture des offres éducatives non-formelles et informelles adaptées aux filles et garçons non-scolarisés et déscolarisés du fait de la crise sécuritaire. Les régions de Gao, Ménaka, Kidal, Tombouctou et Mopti, seront des régions prioritaires pour le cluster éducation.

Dans ce cadre, les partenaires du cluster éducation ont identifié 451 000 personnes comme étant en besoin d'assistance. En tenant compte des capacités opérationnelles des membres du cluster, 357 000 personnes ont été retenues comme cibles, nécessitant un budget d'environ 33 millions de dollars.

En termes d'interventions, les activités seront conduites autour de trois axes, à savoir :

- offrir une éducation de qualité aux enfants déscolarisés/non scolarisés dans les régions affectées par une crise quelle que soit sa nature ;
- promouvoir l'accès équitable à une offre éducative

inclusive et de qualité dans un environnement protecteur ;

- renforcer les capacités de résilience du système éducatif (formation des acteurs de l'éducation sur la cohésion sociale, la culture de la paix, la réduction des risques des catastrophes...).

Notons que dans l'optique d'assurer une réponse efficace et efficiente, les partenaires du cluster éducation accorderont une priorité aux renforcements des capacités des structures étatiques avec lesquelles les acteurs de l'éducation opèrent sur le terrain. Aussi, le cluster Education collaborera étroitement avec les clusters EHA, sécurité alimentaire et protection tout en mettant un accent pour maintenir les enfants à l'école pour leur protection contre les risques liés aux navettes entre l'école et la maison et ainsi assurer la durabilité d'un environnement scolaire sain et protecteur.



### PERSONNES DANS LE BESOIN

 451k

### PERSONNES CIBLÉES

 357k

### FONDS REQUIS (US\$)

 32,5M

### # DE PARTENAIRES

 24

#### OBJECTIF 1

Promouvoir l'accès équitable à une offre éducative inclusive et de qualité dans un environnement protecteur.

EN LIEN AVEC OS1 

#### OBJECTIF 2

Offrir une éducation de qualité aux enfants déscolarisés/non scolarisés dans les régions affectées par une situation de crise.

EN LIEN AVEC OS2 

#### OBJECTIF 3

Renforcer les capacités de résilience du système éducatif.

EN LIEN AVEC OS3 

05

#### CONTACT

Sharmila PILLAI

Coordonnatrice

spillai@unicef.org



Crédit: Unicef/Keita

## NUTRITION

L'aggravation de la situation sécuritaire constitue une menace importante et permanente pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle des personnes les plus vulnérables au Mali. Le nombre de personnes déplacées internes est à un niveau sans précédent depuis 2015 et ne cesse d'augmenter. Par ailleurs, la durée des déplacements est de plus en plus longue en raison de la persistance des affrontements intercommunautaires et des conflits armés dans les régions du centre et du nord.

La dynamique de déplacement de populations s'est largement accentuée depuis le dernier trimestre 2018 (plus de 121 491 PDI prises en charge selon le dernier rapport de l'OIM du 18 juin 2019).

Cette vague de déplacements de populations, qui perturbe les mécanismes d'adaptation des ménages et des communautés et limite l'accès aux services sociaux de base, constitue un facteur de risque supplémentaire qui pourrait sérieusement aggraver la situation nutritionnelle déjà précaire des enfants et des femmes durant la période de soudure qui vient de commencer.

Sur le plan de la sécurité nutritionnelle, les régions du nord (Gao/Ménaka, Tombouctou/Taoudéni) et du centre (Mopti et une partie septentrionale de Ségou) sont les régions les plus affectées par la malnutrition au Mali, avec des prévalences de malnutrition aiguë globale allant de 9% (Mopti) à 14% (Gao), ce qui dénote une situation sérieuse voire critique.

L'analyse des admissions hebdomadaires à la semaine 23 montre une augmentation de plus de 10% au niveau national comparativement à la même période de l'année dernière avec les hausses les plus marquées dans les régions du centre et du nord, qui sont également les régions avec de sérieuses difficultés d'accès. Cette situation pourrait continuer à se dégrader en pleine période de soudure surtout dans les régions en proie à une forte instabilité liée à une détérioration de la situation sur

le plan sécuritaire et humanitaire et dans les régions d'accueil des personnes déplacées internes. Par ailleurs, il faut noter que les besoins spécifiques liés aux déplacés n'ont pas été pris en compte dans le HRP 2019.

Selon l'évolution de la situation, le cluster anticipe une augmentation d'environ 20% du nombre de cas de malnutrition aiguë sévère initialement prévu, portant ainsi le total de 160 000 à 190 000 enfants de moins de cinq ans. Les ressources financières additionnelles nécessaires pour couvrir les besoins additionnels non pris en compte dans le HRP s'élèvent à 8 millions de dollars. Au-delà du gap de financement du HRP 2019 influençant la réponse saisonnière durant la période de soudure 2019, il est présenté ici les besoins additionnels liés aux problématiques de déplacement des populations et de leur non-retour.

- Les besoins en intrants nutritionnels thérapeutiques et supplémentaires pour le traitement des cas de malnutrition aiguë sévère et modérée pour les personnes déplacées et les populations hôtes dans les zones d'accueil;
- Les besoins en intrants nutritionnels pour la prévention saisonnière de la malnutrition aiguë auprès des personnes déplacées et des populations hôtes dans les zones affectées par le déplacement;
- Les besoins en dépistage actif et passif pendant la période de soudure couplés à la chimio prophylaxie contre le paludisme saisonnier (CPS);
- Les besoins en appui à la mise en œuvre des projets intégrés pour la réponse multisectorielle d'urgence nutritionnelle pendant la période de soudure dans les zones des déplacés.



06

### PERSONNES DANS LE BESOIN



#### OBJECTIF 1

Dépister, traiter les cas de malnutrition aiguë et prévenir la malnutrition dans la population à risque.

EN LIEN AVEC OS1

### PERSONNES CIBLÉES



#### OBJECTIF 2

Surveiller l'état nutritionnel de la population à risque de malnutrition.

EN LIEN AVEC OS1

### FONDS REQUIS (US\$)



#### OBJECTIF 3

Renforcer les capacités techniques et institutionnelles pour la coordination de l'intégration de la nutrition dans les secteurs contributifs et du nexus humanitaire-développement.

EN LIEN AVEC OS2 & OS3

### # DE PARTENAIRES



### CONTACT

Claude Banywesize  
CHIGANGU

Coordonnateur  
bchigangu@unicef.org



Crédit: TdH



# PROTECTION

## 1. Protection générale

Au 30 juin 2019, le nombre de personnes déplacées internes (PDI) s'élève à 147 861, soit une augmentation de 18,6% par rapport à décembre 2018. On compte 52% d'enfants parmi ce nombre de PDI. Les régions de Mopti (50 643), Tombouctou (28 271), Gao (26 721) et Ségou (21 589) abritent le plus grand nombre de PDI. Cette augmentation est due à l'aggravation de la crise politico-sécuritaire, aux effets du changement climatique (sécheresses et inondations) et aux violences variées (tensions et affrontements communautaires) dans les régions de Mopti, Ségou, Tombouctou, Gao, Ménaka, Sikasso et ainsi qu'aux opérations des acteurs armés dans des localités jouxtant les frontières du Burkina Faso et du Niger.

Les massacres dans les villages d'Ogossagou et de Sobane, faisant état de 195 morts en sont la preuve tragique. Au total dans les six premiers mois de l'année, près de 600 civils ont été tués. Du 1er janvier au 30 juin 2019, le monitoring de protection a enregistré 1 058 allégations de violations des droits humains dans les régions du nord et du centre : cas d'atteintes au droit à la vie (285), à la liberté et à la sécurité (67), à l'intégrité physique et/ou psychologique (283), à la propriété (379), et des cas de VBG (44). 109 incidents dus aux engins explosifs improvisés (EEI) et aux mines artisanales ont été dénombrés du 1er janvier 2019 au 30 juin 2019. Au courant de la même période, la région de Mopti a enregistré 104 victimes civiles non UN, dont 45 décès.

Cette évolution du contexte provoque une flambée des besoins humanitaires dans le centre. Les priorités concernent la prévention et la protection contre les violations des droits humains, le soutien psychosocial particulièrement pour les femmes et les enfants en détresse psychosociale et/ou traumatisés par les violences, et la prévention des conflits liés à l'accès à la terre, à la propriété et aux ressources entre éleveurs et agriculteurs. Par ailleurs, le secteur de la protection reste confronté à de nombreux défis structurels, comme une insuffisance de données ne permettant pas de mesurer pleinement l'ampleur des besoins, des contraintes d'accès aux populations affectées, une faible mobilisation des ressources financières et des capacités opérationnelles restreintes.

### Stratégie de réponse

L'environnement protecteur au Mali étant très menacé, le secteur de la protection, largement sous-financé à cette date (9%), nécessite une attention particulière de la part des bailleurs de fonds, des autorités nationales et des partenaires humanitaires. La stratégie de réponse définie autour de trois axes prioritaires reste pertinente. D'ici la fin de l'année, le Cluster Protection envisage de collecter de manière plus fréquente et plus systématique des données sur les besoins de protection afin de renforcer ses capacités d'analyse et de plaidoyer. Il travaillera également à renforcer les capacités de prévention des risques de protection via ses activités de sensibilisation et de formation. Enfin, la délivrance de services de protection permettant une prise en charge des personnes les plus vulnérables ne pourra se faire sans un soutien financier accru. Les zones prioritaires restent les mêmes avec un focus vers le centre (Mopti), mais également vers le sud (Ségou) qui accueille de plus en plus de déplacés.

## 2. Protection de l'enfance



Au niveau de la protection de l'enfant, l'intensification des activités des acteurs armés et les conflits intercommunautaires au nord et centre du Mali ainsi que les catastrophes naturelles ont continué à avoir un impact négatif sur la vie et le bien-être des enfants qui sont exposés aux atteintes graves de leurs droits et à la dégradation de leur état physique et psychologique. Ces conflits continuent à occasionner les mouvements intenses des populations provoquant la séparation des enfants avec leurs familles, l'interruption scolaire, la détresse psychosociale, le recrutement et l'utilisation des enfants dans les groupes armés, leur exposition aux engins et restes explosifs de guerre, aux abus et exploitation y compris sexuelle, etc. De janvier à juin 2019, 234 incidents de violations graves de droits de l'enfant ont été rapportés dont 33 cas de recrutement et utilisation, 153 meurtres et mutilation, 1 cas de violence sexuelle, 1 cas d'enlèvement, 7 attaques contre les écoles et les hôpitaux et 39 cas de dénis d'accès humanitaire.

### Stratégie de réponse

La stratégie de réponse du HRP 2019 reste d'actualité avec la nécessité de fournir un paquet de services holistiques pour les enfants. Les acteurs du Sous-Cluster Protection de l'Enfant orienteront leurs interventions vers les enfants les plus vulnérables (enfants associés aux groupes armés et autres victimes des violations, enfants non accompagnés et séparés, ceux en conflit avec la loi, enfants déplacés et en détresse psychosociale) parmi les populations déplacées internes, les retournés, les rapatriés et les communautés hôtes.

En plus de ce qui était prévu au niveau des activités, il est à noter que :

- Les activités de prévention se feront avec l'implication des structures d'animation communautaire comme les comités locaux de protection de l'enfant, les relais communautaires, les groupes des jeunes, les comités des parents et des leaders. Elles comprendront les activités de prévention contre la séparation d'enfants et le recrutement et l'utilisation d'enfants, l'éducation aux risques des mines, la préparation au retour des enfants y compris la médiation familiale et communautaire, le suivi des enfants réunifiés et réintégrés, les activités d'encadrement des enfants et des jeunes.
- Afin de répondre aux besoins de protection et d'éducation suite aux déplacements et aux fermetures des écoles, des actions conjointes avec les acteurs de l'éducation dans le cadre d'espaces d'apprentissage et récréatifs permettront d'offrir des services intégrés d'appui psychosocial et de soutien scolaire.
- Pour les enfants survivants de VBG, le mécanisme d'identification et de référencement sera renforcé ainsi que l'offre de service.
- Afin de faire face aux évolutions rapides de la situation sécuritaire et aux mouvements de populations, les acteurs de la PE travailleront au renforcement des mécanismes d'évaluation rapide aux côtés des acteurs RRM (formation des acteurs, revus des outils) et à la mise en place d'équipes mobiles de réponse.

### 3. Violences Basées sur le Genre (VBG)

Depuis le début de l'année 2019, les affrontements intercommunautaires ont atteint des proportions inquiétantes dans les localités du centre. Les attaques meurtrières et ciblées de plusieurs villages peulh et dogon ont causé d'important traumatismes sur les enfants et les femmes. La plupart des jeunes et certains hommes ont fui leurs villages pour d'autres localités par peur de représailles. L'accès aux services sociaux de base est extrêmement difficile voire inexistant aux vues des menaces qui pèsent sur les communautés. Seul 1/4 des centres de santé sont fonctionnels. Cette situation accentue la vulnérabilité des femmes et des filles. Ces dernières sont exposées à toutes sortes de violations de droits humains à cause de l'insécurité et à la dégradation des mécanismes de protection sociale.

De janvier à mai 2019, 1 328 incidents de VBG ont été rapportés et pris en charge par les structures utilisatrices du Système de Gestion de l'Information liée aux VBG (GBVIMS). 97% des personnes survivantes sont des femmes dont 61% des filles de moins de 18 ans. 46% des incidents concernent des

cas de violences sexuelles dont 17% de viol ; 12% sont des cas de violences physiques ; 22 % sont des cas de violences psychologiques ; 8% sont des cas de mariages forcés et 12% sont des cas de déni de ressources. En avril 2019, le Sous-Cluster VBG a mené une enquête sur les questions de protection dans les régions affectées par les conflits (Bamako, Ségou, Mopti, Tombouctou et Gao). Les résultats révèlent qu'en moyenne 72% des cas d'agressions sexuelles et 66% des cas de viol ont été commis dans ces régions par des acteurs armés non identifiés.

#### Stratégie de réponse

La stratégie de réponse du HRP 2019 reste d'actualité. Au niveau de l'axe stratégique lié à la prévention, la protection et la mitigation des risques des VBG, le Réseau National sur la Protection contre l'Exploitation et les Abus Sexuels (PSEA) continuera à sensibiliser les acteurs humanitaires. Une analyse de risque se fera trimestriellement pour mieux répondre et ajuster les stratégies de prévention. Un appui technique se poursuivra pour la mise en place des mécanismes communautaires de gestion des plaintes à tous les niveaux, à l'exemple de celui de Tombouctou.

#### PERSONNES DANS LE BESOIN



835k

#### PERSONNES CIBLÉES



550k

#### FONDS REQUIS (US\$)



37,5M

#### # DE PARTENAIRES



59

#### OBJECTIF 1

Evaluer et analyser les problèmes de protection (déplacements, droits de l'homme, VBG, protection de l'enfance) et entreprendre des actions de plaidoyer pour assurer une réponse d'urgence

EN LIEN AVEC OSI



#### OBJECTIF 2

Renforcer les capacités des partenaires, prestataires de services, autorités et communautés pour mieux prévenir et atténuer les risques de protection.

EN LIEN AVEC OS2



#### OBJECTIF 3

Fournir des services de protection et une assistance holistique aux personnes vulnérables et affectées par le conflit (incluant les survivant(e)s de violences sexuelles, les enfants et les autres personnes à besoins spécifiques).

EN LIEN AVEC OS3



#### CONTACT

Marie-Emilie DOZIN  
Coordonnatrice  
dozin@unhcr.org



Crédit: UNHCR/Gao



## SANTÉ

De nombreux besoins sanitaires des populations les plus vulnérables en matière d'accès aux services de santé de base et de qualité restent non couverts.

Depuis 2018, la région de Mopti est devenue l'épicentre des hostilités et des représailles suivies des attaques meurtrières entre communautés. A partir de 2019, ce conflit intercommunautaire qui était localisé à Koro s'est étendu aux districts sanitaires de Bankass et de Bandiagara. Ce conflit est ravivé par des attaques régulières commises par des acteurs armés non identifiés qui sèment la terreur au sein des communautés. A noter que ces attaques ont pour cibles les populations civiles avec comme résultante des assassinats massifs, des cas de blessés graves, des dégâts matériels importants dont entre autres des destructions d'habitats, des greniers (stock alimentaires) détruits ou incendiés et du bétail enlevé ou abattu.

Depuis le mois de mars 2019, plusieurs alertes font état de mouvements de populations dans les chefs-lieux de communes de Bara Sara, Timniri, Doucoumbo et Bandiagara. La plupart de ces mouvements de population font suite à des attaques commises par des hommes armés non identifiés. Ces mouvements de population du centre vers le nord (Tombouctou, Gao) et aussi au sein des cercles du centre (Mopti, Ségou, Macina, San) créent de pression sur le système de santé déjà fragilisé. Aussi ce conflit intercommunautaire au centre exagère le besoin en appui psychosocial aux populations vulnérables.

Depuis le début de l'année, 13 attaques directes et indirectes ont été enregistrées sur le système de santé dont 2 tueries au niveau du Cserf de Bankass. Il est à noter une obstruction à l'accès aux soins de santé liée surtout au conflit communautaire (une probable attente de l'utilisation de services de santé liée à l'ethnie).

Le cluster santé à cause de l'aggravation du conflit au centre du pays, décide d'ajouter 5 districts sanitaires du centre (Bandiagara, Bankass, Segou, San, Macina) aux 29 DS comme zone humanitaire. Comme besoin additionnel, le cluster santé vise à renforcer la résilience du système de santé dans les régions du nord et du centre (Ségou et Mopti) par le renforcement de la préparation et réponse aux épidémies et aux situations d'urgence de santé publique liées au conflit.

- Un renforcement de la surveillance et système d'information sanitaire;
- Une mise en œuvre d'un paquet minimum d'activités intégrant un soutien psychosocial et une prise en charge des victimes de violence basées sur le genre ;
- Un pré positionnement des kits d'urgence pour une réponse adéquate;
- Des cliniques mobiles intégrées pour la prise en charge des PDI.



### PERSONNES DANS LE BESOIN



### PERSONNES CIBLÉES



### FONDS REQUIS (US\$)



### # DE PARTENAIRES



09

#### OBJECTIF 1

Renforcer le système d'information sanitaire au niveau de 29 districts sanitaires.

EN LIEN AVEC OS1  & OS2 

#### OBJECTIF 2

Augmenter l'accès et l'offre des soins aux populations dans les 29 DS

EN LIEN AVEC OS1 

#### OBJECTIF 3

Améliorer le système de préparation et de riposte aux épidémies et catastrophes dans les 29 districts sanitaires.

EN LIEN AVEC OS2 

#### OBJECTIF 4

Assurer la prise en compte des risques de protection et l'implication des bénéficiaires ainsi que leur satisfaction dans la réalisation des activités EHA.

EN LIEN AVEC OS1  & OS3 

#### CONTACT

Dr. Mohamadou Bachir MBODJ  
Coordonnateur  
mbodjm@who.int

Alou Badara Traore  
Co Facilitateur

alou.traore@savethechildren.org



Crédit: OCHA/Katy

# SÉCURITÉ ALIMENTAIRE



Ce premier semestre a été marqué par une situation sécuritaire dégradée ayant entraînée des mouvements de populations significatifs entre mars et juin 2019, cela s'est traduit par une hausse des chiffres de la planification laquelle avait été obtenue dans le cadre harmonisé de mars 2019 (548 654 personnes), soit environ 650 000 personnes.

Cela s'explique en partie par des mouvements massifs de populations notamment dans les régions de Mopti et de Ségou. Lesquels déplacements affectent les moyens de subsistance des populations hôtes qui sont à prendre en compte dans le cadre d'une réponse humanitaire. La particularité qu'il faut noter est que les déplacements de ces populations deviennent de plus en plus de longue durée dans leurs lieux d'accueil.

Cela entraîne une réflexion qui doit être menée notamment sur la stratégie des populations déplacées internes au Mali et les réponses adéquates à y apporter.

La situation récente des déplacés de la région de Ségou devient préoccupante ainsi que sur l'ensemble du territoire national, car nous constatons que les PDI ont une période longue de déplacements nécessitant plus d'assistance alimentaire d'urgence que d'appuis en moyens de subsistance (agriculture, élevage, AGR, ...). Les familles d'accueil vulnérables doivent être prises en compte dans la réponse.

Cette logique d'intervention s'inscrit dans le cadre de l'approche Nexus faisant le lien entre l'urgence et de développement selon les contextes de réponse et des partenaires de mise en œuvre.

## PERSONNES DANS LE BESOIN



## PERSONNES CIBLÉES



## FONDS REQUIS (US\$)



## # DE PARTENAIRES



### OBJECTIF 1

Assurer la réponse d'urgence aux besoins immédiats liés à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle en assurant l'accès à une nourriture de qualité et son utilisation saine, à travers une assistance coordonnée et intégrée avec les autres secteurs et acteurs.

EN LIEN AVEC OS1

### OBJECTIF 2

Assurer la complémentarité de la réponse d'urgence avec les actions d'appui aux moyens d'existence et de renforcement de la résilience communautaire, en améliorant l'accès aux actifs productifs et aux marchés pour assurer la disponibilité, l'accès et la stabilité des approvisionnements.

EN LIEN AVEC OS2

### OBJECTIF 3

Renforcer les capacités des acteurs locaux et étatiques pour améliorer le suivi de la situation, la préparation et la coordination de la réponse aux chocs socio-économiques et climatiques.

EN LIEN AVEC OS1 , OS2 & OS3

## CONTACT

Cheikhou DIAGANA  
Coordonnateur

[cheikhou.diagana@wfp.org](mailto:cheikhou.diagana@wfp.org)



Crédit: OCHA/Katy

## COORDINATION ET SERVICES COMMUNS

Au cours de l'année 2019, des efforts seront déployés afin de renforcer la coordination des interventions entre les 112 acteurs humanitaires et avec les autres intervenants partageant le même espace dans les régions affectées par les conséquences humanitaires de la crise multidimensionnelle.

En termes d'activités, les partenaires humanitaires s'engagent à articuler les interventions autour de ces trois (3) axes :

- une coordination renforcée, opérationnelle et redevable afin d'augmenter l'impact et l'efficacité des interventions des acteurs humanitaires. OCHA, avec ses partenaires, continuera à fournir une assistance humanitaire efficace et opportune à travers la coordination stratégique, le plaidoyer, et la gestion de l'information pour une meilleure planification et orientation de la réponse humanitaire en conformité avec les principes humanitaires, la nouvelle manière de travailler, le respect des principes de la CMCoord, le Nexus et le suivi des recommandations, sous le leadership de l'EHP, assisté techniquement par l'ICC ;
- un renforcement de la décentralisation de la coordination

au niveau régional en renforçant les liens et la complémentarité entre mécanismes de coordination nationaux et régionaux avec l'appui des sous bureaux d'OCHA et la présence des points focaux humanitaires, qui favorisent un meilleur maillage du territoire pour la veille humanitaire, le partage d'information et la coordination entre acteurs humanitaires ;

- des services communs adaptés pour faciliter la conduite de l'action humanitaire seront renforcés. Le service aérien de la communauté humanitaire à savoir UNHAS sera maintenu et l'option de nouvelles routes explorées afin de rapprocher l'humanitaire des bénéficiaires. Au niveau de la production et partage de produits ou supports d'informations humanitaires, OCHA poursuivra son travail, à travers la centralisation et le partage de l'information, le plaidoyer, la communication et le renforcement de la communication avec les communautés et la redevabilité.



### FONDS REQUIS (US\$)

 13,4M

### # DE PARTENAIRES

 112

### OBJECTIF 1

Transformer la coordination pour parvenir à une réponse humanitaire plus efficace et mieux adaptée .

### OBJECTIF 2

Améliorer les analyses de situation afin qu'elles soient plus crédibles, complètes et fondées sur des données probantes.

### OBJECTIF 3

Stimuler l'action collective, l'innovation dans la recherche et la mobilisation de financements efficaces pour une action humanitaire suffisante, rapide et coordonnée afin de mieux répondre aux besoins des populations affectées par la crise.

### OBJECTIF 4

Favoriser l'acceptation de la centralité du droit international humanitaire et des droits humains, de l'accès et de la protection qui se traduit par une action significative pour les personnes affectées, en particulier les personnes déplacées.

### OBJECTIF 5

Faire preuve de leadership pour susciter un changement transformateur dans le système humanitaire .

### OBJECTIF 6

Renforcer les services de sécurité et de sûreté (UNDSS) et de transport du personnel humanitaire (UNHAS) pour faciliter l'accès et les opérations humanitaires.

### CONTACT

David CIBONGA  
Chef de la Coordination  
Inter-Clusters  
cibonga@un.org



Crédit: OCHA



## ACRONYMES

3W	Qui fait quoi et où	MAM	Malnutrition aiguë modérée
ACM	Actions civilo-militaires (en anglais CIMIC pour Civil Military Cooperation)	MAS	Malnutrition aiguë sévère
AES	Adduction d'eau potable Sommaire	MEG	Médicaments Essentiels Génériques
AGR	Activités génératrices de revenus	MINUSMA	Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations unies pour la Stabilisation du Mali
ALPC	Armes légères et de petit calibre	MOC	Mécanisme opérationnel de coordination
ANJE	Alimentation du Nourrisson et du Jeune Enfant	MSA	Mouvement pour le Salut d'Azawad
AoR	Global Child Protection	New Way of Working	Une nouvelle façon de travailler
BNA	Bien non alimentaires	NIAF	Analyse des besoins et de réponse en protection de l'enfant
CAP	Connaissance, attitude et Pratique	OIM	Organisation Internationale pour les Migrations
CGS	Comités de Gestion Scolaires	OMS	Organisation Mondiale de la Santé
CH	Cadre Harmonisé	ONG	Organisation Non gouvernementales
CICR	International Committee of the Red Cross	PAM	Programme Alimentaire Mondial
CREDD	Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable	PCA	Principal Components Analysis
CRZPC	Commission de Réhabilitation des Zones Post Conflits	PDA-RN	Programme de Développement Accéléré des Régions du Nord
CSCOM	Centres de santé communautaires	PDI	Populations/Personnes déplacées interne
CSREF	Centre de Santé de référence	PDM	Post-Distribution Monitoring
DDR	Désarmement, démobilisation et réinsertion	PEPKIT	Prophylaxie Post-Exposition
DGV	Distribution générale de vivres	PEV	Programme Elargi de Vaccination
DIH	Droit International Humanitaire	PIV	Périmètre irrigué villageois
DS	Districts sanitaires	PMA	Paquet Minimum d'Activités
EAC	L'Enquête Agricole de Conjoncture	PMCED	Partenariat Mondial pour une Coopération Efficace au service du Développement
EAC	Enquête Agricole de conjoncture	PMH	Pompes à Motricité Humaine
ECHO	European Civil Protection and Humanitarian Aid Operations	PPM	Petit Périmètre maraicher
EEl	Engins explosifs improvisés	Procap	Protection capacity
EHA	Eau hygiène et l'assainissement	PRODEC	Programme Décennal de l'Education II
EHP	L'Equipe Humanitaire Pays	PROSEA	Programme Sectoriel Eau et Assainissement
ENSAN	Enquête Nationale de la sécurité Alimentaire et Nutritionnelle	PSEA	Prévention contre l'exploitation et l'abus sexuel
FAMa	Forces Armées Maliennes	QIPs	Les projets à impact rapide
FC	Force Conjointe du G5 Sahel	RANAS	Risques, Attitude, Normes, Capacité Abilité
FEFA	Femmes enceintes et allaitantes	REG	Restes explosifs de guerre
FIDH	Fédération Internationale des droits de l'homme	RPM	Rapports Périodiques de Monitoring
FIDLH	Fédération Internationale des Ligues des Droits de l'Homme	RRM	Rapid Response Mechanism
FONGIM	Forum des ONG Internationales du Mali	RSS	Renforcement du Système de Santé
FTS	Service de suivi financier	SHVA	Systèmes D'hydraulique villageois améliorée, d'Adduction
GATIA	Groupe d'Auto Défense Imghad et alliés	SMART	Standardized Monitoring and Assessment of Relief and Transitions (L'enquête Nationale Nutritionnelle)
GBVIMS	Système de gestion des informations sur les violences basées sur le genre	SONUB	Soins obstétricaux et néonataux
GEC	Groupe Exécutif de Coopération	SoP	Procédures normales opérationnelles
GII	Gender Inequality Index	SSA	Système de surveillance des attaques
HCR	Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés	STAIT	Senior Transformative Agenda Implémentation Team
HDI	L'Indice de Développement Humain	U N - C M Coord	United Nations Humanitarian Civil-Military Coordination
HEA	Household Economy Approach	UNDAF	Plan Cadre des Nations Unies pour l'Assistance au Développement
HTC	Equipe Humanitaire Pays	UNDSS	United Nations Department of Safety and Security
IASC	Inter-Agency Standing Committee	UNFPA	United Nations Population Fund
ICCG	Inter cluster coordination Group	UNHAS	Service de transport du personnel humanitaire
IRC	International Rescue Committee	UNICEF	Fond des Nations Unies pour l'Enfance
ISF	Cadre stratégique intégré	USAID	United States Agency for International Development
MAG	Malnutrition aiguë globale	VIH	Virus de l'Immunodéficience Humaine

## ET SI ? ...ON N'APPORTE PAS DE RÉPONSE

### UN NOMBRE ACCRU DE PERSONNES SE TROUVERA EXPOSÉ AUX MALADIES DIARRHÉIQUES, AVEC UNE AGGRAVATION DE LA MALNUTRITION CHEZ LES ENFANTS ET DES CONFLITS D'ACCÈS À L'EAU



Le manque de financement pour le secteur entraînera un risque élevé d'apparition de maladies diarrhéiques au sein des communautés, en particulier dans les zones qui ont connu des épidémies de choléra par le passé. Les acteurs responsables de la prise en charge de la malnutrition chez les enfants verront également leurs efforts diminués étant donné que plus de la moitié des cas de malnutrition sont associés aux maladies diarrhéiques liées au manque d'hygiène, d'accès à l'eau potable et des conditions adéquates d'assainissement. Dans les régions du nord (Kidal, Gao, Ménaka, Taoudénit et Tombouctou) et du centre (Ségou et Mopti), le faible financement pour l'amélioration de l'accès à l'eau au profit des populations hôtes, retournées et déplacées, entrainera des risques de pénurie d'eau, accroissant ainsi des tensions autour des points d'eau existants entre les communautés déjà fragilisées par le conflit. Ceci pourrait également engendrer des mouvements de populations et de leur bétail. En effet, avec la diminution du niveau des nappes à cause du changement climatique qui crée de nouveaux besoins, les éleveurs descendent de plus en plus vers les régions Centre à la recherche de pâturages et d'eau pour leur bétail. Les mouvements des populations nomades qui s'en suivraient pourraient conduire à des conflits intercommunautaires grandissants entre populations nomades et populations sédentaires.

### 2,4 MILLION DE PERSONNES VULNÉRABLES N'AURONT PAS ACCÈS AUX SOINS DE SANTÉ



L'accès aux soins sera limité et de qualité moindre. Des épidémies risqueront d'éclorre, notamment la rougeole, le paludisme et le choléra. L'absence de soins obstétricaux d'urgence pourrait provoquer une augmentation de la mortalité maternelle.

### LA PHASE DE CRISE POURRAIT SE TRANSFORMER EN PHASE D'URGENCE



Sans réponse, les populations les plus affectées par l'insécurité alimentaire vivant dans les régions du nord et du centre du pays seront obligées de mettre en œuvre des mécanismes d'adaptation négatifs pour chercher à accéder à la nourriture, en vendant leur capital et leur force de travail, en diminuant le nombre de repas apportant de graves déficits nutritionnels aux jeunes et aux enfants jusqu'à se déplacer vers des zones d'insécurité et basculer enfin dans une situation souvent irréversible. Sans assistance, les familles en besoin se trouvant en phase de crise seront en peu de temps dans une phase d'urgence ou de famine.

### AGGRAVATION DE L'ENVIRONNEMENT DE PROTECTION DÉJÀ PRÉCAIRE DANS LES RÉGIONS DU NORD ET DU CENTRE



Il y aura une aggravation de l'environnement de protection déjà précaire dans les régions du nord et du centre :

Il pourrait ne pas avoir de services disponibles pour répondre aux besoins de protection des populations affectées par les conflits intercommunautaires, intra-communautaires et armés et les catastrophes naturelles dans les régions du nord et du centre Mali et la possibilité de recrudescence de foyers de tensions et conflits. La menace aux engins explosifs pourrait également s'intensifier pour les populations civiles.

En outre, l'interruption brutale des services de prise en charge holistique pourrait impacter sur la dignité et les droits des personnes affectées avec des conséquences médicales et/ou vitales.

L'interruption brutale des activités de monitoring des incidents de protection et des mouvements de populations, de plaidoyer et de renforcement de capacités pourrait aussi induire une recrudescence des conflits et des violations des droits de l'homme, du droit des déplacés et autres violations du DIH.

Ces facteurs combinés pourraient contribuer au délitement continu des structures étatiques (déjà fragilisées) avec des conséquences mortelles pour les populations.

### LE MANQUE D'ÉDUCATION RENFORCERA LES CONFLITS ET LA VIOLENCE



Les 920 écoles présentement non-fonctionnelles dans les communes affectées par la crise sécuritaire risquent de rester fermées. Les 350 000 enfants ciblés n'auront pas accès à l'éducation et seront exposés aux risques d'abus et d'exploitation, incluant la mendicité, le travail infantile, la violence sexuelle, le mariage précoce, la toxicomanie, l'activité criminelle et le recrutement par les groupes armés. Faute de perspective d'avenir, ces enfants risquent de contribuer à perpétuer le cycle des conflits et de la violence.

### LA CRISE NUTRITIONNELLE PERDURERA DANS LES RÉGIONS LES PLUS AFFECTÉES



La vulnérabilité nutritionnelle des enfants de moins de 5 ans et des femmes enceintes et allaitantes s'aggravera davantage dans les zones affectées. Des dizaines de milliers de ces enfants risquent de mourir en raison d'un système immunitaire affaibli. Ces enfants auront également un retard de croissance et risquent de souffrir de lésions cérébrales ou de maladies irréversibles telles que la cécité. La phase de transition de l'urgence au développement sera plus longue que prévue et les mécanismes de résilience ne seront pas réellement consolidés. La malnutrition aura un impact sur la société tout entière car elle entravera la productivité et la croissance économique du pays.

### LE MANQUE D'ASSISTANCE EN ABRIS/ BNA CONSTITUERA UN DÉFI FAISANT OBSTACLE AU RETOUR



Dans les zones de retour situées au nord du pays, plus de 30% (REACH 2013) des abris des populations retournées sont sérieusement endommagés et ne peuvent être habités avant réhabilitation.

La catégorie de personnes la plus menacée est constituée de personnes vulnérables dont les femmes chefs de ménages, les enfants et les personnes âgées. Ces personnes continueront à vivre dans des conditions inhumaines (abris délabrés, promiscuité dans les abris et manque d'hygiène, incapacité de stocker de l'eau et préparer de la nourriture, manque de couchage, etc.).

# GUIDE DU DONATEUR

## CONTRIBUER AU PLAN DE RÉPONSE HUMANITAIRE



Pour voir l'aperçu des besoins humanitaires, le plan de réponse humanitaire et les rapports de monitoring du pays, et donner directement aux organisations participant au plan, merci de visiter :

[www.humanitarianresponse.info/operations/mali](http://www.humanitarianresponse.info/operations/mali)

## DONNER PAR LE BIAIS DU FONDS CENTRAL POUR LES INTERVENTIONS D'URGENCE (CERF)



Le CERF apporte un financement initial rapide pour des actions vitales lors de l'apparition de situations d'urgence et pour les opérations humanitaires essentielles, et sous financées, lors de crises prolongées. Le CERF, géré par OCHA, reçoit des contributions de différents donateurs principalement des gouvernements, mais aussi des compagnies privées, des fondations, des organismes caritatifs et des particuliers réunies dans un fonds unique. Il est utilisé pour des crises partout dans le monde. Pour en savoir plus sur le CERF et sur comment donner, visiter le site web du CERF :

[www.unocha.org/cerf/our-donors/how-donate](http://www.unocha.org/cerf/our-donors/how-donate)

## AIDE D'URGENCE EN NATURE



Les Nations Unies encouragent les donateurs à faire des contributions en espèces, plutôt qu'en nature, pour une rapidité et une flexibilité maximum, ainsi que pour garantir que soient délivrés les biens humanitaires les plus urgents. Dans le cas où vous ne pouvez faire que des contributions en nature, en réponse aux catastrophes et aux urgences, merci de contacter :

[logik@un.org](mailto:logik@un.org)

## ENREGISTREMENT DE VOS CONTRIBUTIONS



OCHA gère le service de surveillance financière (FTS), qui enregistre toutes les contributions humanitaires rapportées (espèces, en nature, multilatérales et bilatérales). Son but est de donner du crédit et de la visibilité aux donateurs pour leur générosité, et de montrer le montant total des financements ainsi que des manques dans les plans humanitaires. Merci de signaler vos contributions à FTS, soit par email à [fts@un.org](mailto:fts@un.org) ou par le biais du formulaire de contribution en ligne à <http://fts.unocha.org>